

# **Perception et résistances des agricultrices et agriculteurs agroécologiques face aux infrastructures minières et agro-industrielles au Brésil. Une approche de genre**

Par Isabelle Hillenkamp et Héloïse Prévost, IRD-CESSMA

## **Introduction**

Le Brésil contemporain s'inscrit dans la trajectoire longue d'exploitation des ressources et du travail, qui recompose les rapports Nord-Sud depuis leur origine dans le système colonial (Escobar, 2003). Au cours des années 1990, cette logique s'est toutefois renouvelée pour adopter une forme néolibérale spécifique, basée sur l'insertion dans de nouveaux marchés internationaux des matières premières. Cet ordre néolibéral s'est approfondi avec le *boom* des *commodities* des années 2000, qui a entraîné les pays latino-américains, y compris ceux sous des gouvernements progressistes, vers une reprimarisation de leur économie et un approfondissement de l'extractivisme (Gudynas, 2009, Svampa, 2017). Dans ce contexte, les gouvernements de Michel Temer et de Jair Bolsonaro (de 2016-2022) ont, à leur tour, franchi une étape dans la néolibéralisation de la nature. Des mesures sans précédent de flexibilisation de la réglementation environnementale, de privatisation de l'usage des ressources et des terres, notamment indigènes, et de régularisation foncière bénéficiant aux grandes entreprises, ont été adoptées (Hillenkamp & Mendonça, 2022).

Dans ce contexte, l'extraction minière et agro-industrielle s'est intensifiée et étendue, en Amazonie et dans le Cerrado, mais aussi sur des territoires occupés par l'agriculture familiale, dans des états centraux du Brésil, comme le Minas Gerais et São Paulo (Bombardi, 2019 ; Iorio & Coelho, 2023). La pénétration de ces projets, à travers l'implantation d'infrastructures très variables – excavations, routes, téléphériques, barrages miniers et hydroélectriques, mais aussi plantations de variétés hybrides, séchoirs, silos, etc. – a supposé divers alliés et diverses stratégies des entreprises. Ces stratégies sont allées de promesses de revenus et d'emplois faites aux agriculteurs, à des services proposés par l'entreprise et à des tentatives de contrôle sur les territoires, à des intimidations, des viols et des assassinats. Nous argumentons que l'ensemble de ces stratégies utilise le genre afin de susciter l'adhésion des agriculteurs et agricultrices aux projets et à leurs infrastructures ou d'attaquer leur résistance à ceux-ci : notamment à travers la division sexuelle du travail, les rôles de genre, l'instrumentalisation et

renforcement du modèle socio-familial et les corps des femmes.

Nous développons cet argument à partir de l'exploitation de bauxite et de la plantation de café à la Zona da Mata (Minas Gerais) et d'autres cas d'extraction minière et agricole dans cette région et dans celle du Vale do Ribeira (São Paulo). Nous nous basons sur des données collectées dans le cadre d'un projet de « recherche »<sup>1</sup>, tourné vers l'égalité de genre et la construction socio-environnementale des territoires, réalisé auprès d'agricultrices au contact avec le mouvement agroécologique et féministe dans ces deux régions. Ce projet a permis de collecter des données qualitatives sur les espaces de vie et de travail de trente agricultrices et de leurs familles, aboutissant à des ethnopérages de ces espaces, sous la forme de dessins réalisés par les agricultrices en dialogue avec l'équipe du projet et à l'issue de visites de 2 jours environ. Nous avons par ailleurs réalisé des activités collectives, notamment de cartographie sociale et de reconstitution dans le temps (« rivières de la vie ») des « problèmes socioenvironnementaux » des territoires et des « réponses » apportées par les femmes et les hommes. Nous avons enfin collecté des données (entretiens avec informateurs clés, collecte documentaire, observation) sur la manière dont différents acteurs – politiques, économiques – construisent et disputent ces territoires au plan symbolique et matériel. Nous nous appuyons enfin sur deux « Caravanes », de quatre jours chacune, durant lesquelles nous avons parcouru ces territoires avec des paysannes et des actrices et acteurs locaux, fournissant une occasion unique d'accéder à des lieux clés – y compris des infrastructures minières – et de saisir le point de vue des actrices et acteurs *in situ*. La première partie présente comment l'extractivisme agricole s'enracine dans les infrastructures de l'agriculture familiale, la deuxième partie dédiée à l'extractivisme minier met en évidence un enracinement similaire et précise en quoi il s'appuie de façon constitutive sur un continuum des violences.

## **1 Extractivisme agricole : enracinement des infrastructures dans l'agriculture familiale et rapports de genre**

La Zona da Mata, une région de plus de 2 millions d'habitants et 35 000 km<sup>2</sup>, au sud-est de

---

<sup>1</sup> Projet ANR GENgiBRe « Relationship to nature and gender equality. A contribution to critical theory from feminist practice and mobilisation in agroecology in Brazil », 2021-2025, coord. Isabelle Hillenkamp. Natália Lobo, Héloïse Prévost, Sheyla Saori ont réalisé l'enquête au Vale do Ribeira, avec le soutien de Miriam Nobre. Roberta Cardoso, Isabelle Hillenkamp et Liliam Tellles ont réalisé l'enquête à la Zona da Mata, avec la participation d'Alessandra Bernardes, Clara Ferrari et Luana Figueiredo. Toutes ces collègues ont participé de manière décisive à la conception de l'enquête et à la discussion des résultats. La composition complète de l'équipe peut être consultée sur le site <https://gengibre.org/fr/qui-sommes-nous/>.

l'Etat de Minas Gerais, fournit un premier exemple de cette instrumentalisation du genre. Au cours du XIXe siècle, la région a connu une première phase d'expansion de la culture commerciale du café dans des *fazendas* détenues par des propriétaires appartenant à l'aristocratie et exploitant la main d'œuvre esclave. Après l'abolition de l'esclavage (en 1888), la production a décliné, avant d'être lentement réorganisée sur la base de l'emploi agricole, du métayage, puis du rachat de terres par de nouveaux agriculteurs familiaux (Teixeira *et al.*, 2018). Cette nouvelle configuration agraire, dans laquelle des paysans pauvres ont progressivement détenu un grand nombre de petites exploitations<sup>2</sup>, a marqué la phase de modernisation de la culture du café, à partir des années 1970 et 1980.

A cette époque, les plantations commerciales de café ont fait leur apparition dans les lopins de cette agriculture familiale, remplaçant peu à peu les systèmes de polyculture-élevage. Ce modèle a été déployé à travers une politique nationale caféière, exécutée par l'Institut brésilien du café (IBC), puis soutenue par l'Entreprise d'assistance technique et d'extension rurale (EMATER) et par diverses universités. Au niveau local, les témoignages d'agriculteurs mettent en évidence le rôle des techniciens et des banques, battant la campagne pour vendre des crédits agricoles étroitement conditionnés à l'application de ce mode de culture. Les hommes, chefs de famille et à cette époque généralement seuls titulaires des titres de propriété foncière – et donc généralement seuls décisionnaires -, ont été les cibles de ces crédits, de l'assistance et du contrôle techniques. Les femmes racontent qu'elles cuisinaient pour les techniciens d'EMATER qui pourtant leur apportaient du « poison » (*veneno*, agrototoxiques) que « les gens mettaient ensuite dans les champs et on buvait du lait pour couper l'effet ». Ce modèle a accru le contrôle des hommes agriculteurs sur le travail et les revenus familiaux. A cette époque, les jeunes femmes travaillant dans la culture du café ne recevaient aucun argent de leur père, « même pas pour s'acheter des habits », n'avaient souvent pas le droit de « travailler pour les autres » ou lorsqu'elles le pouvaient, étaient moins bien payées que les hommes (témoignages d'agricultrices de Simonésia, *rivière de la vie du territoire*, 2021). Les femmes ont été exclues des prises de décision sur la production, mais leur travail productif et reproductif – invisibilisé – a pourtant été au cœur de l'implantation du café comme culture commerciale dans les territoires. Le travail des paysannes a alimenté l'extraction de valeur ajoutée issue des gains de productivité agricole, dont les entreprises du secteur agroindustriel ont été les principales bénéficiaires.

---

<sup>2</sup> Ces derniers possèdent aujourd'hui 82% des exploitations agricoles de la région, correspondant à moins de la moitié des terres agricoles (*ibid.*, p. 3).

Les infrastructures de ce processus extractiviste ont été enracinées – au sens premier du terme – dans les terres de l’agriculture familiale et étroitement contrôlées par les entreprises, les banques, les techniciens et des scientifiques au service de ce modèle (choix des variétés nouvelles, espacements des plants, type d’engrais, d’herbicide et de pesticide, forme et fréquence d’application). Ils ont généré une forme singulière de dépossession des paysans, basée sur les stratégies d’incitation d’orientation productive déployées activement par l’apparat institutionnel, sur la construction d’une dépendance économique à la culture de café, sur l’instrumentalisation des rôles assignés de genre et sur la négligence des impacts socio-environnementaux (épuisement des sols, perte de biodiversité, intoxications aux pesticides, etc.). C’est à la fois l’assignation des hommes au rôle de pourvoyeur de revenus et leur pouvoir décisionnaire sur la production qui constituent un levier de ce déploiement, comme l’utilisation et l’invisibilisation du travail des femmes, construisant et réaffirmant l’inégalité de genre au sein des familles. Ce processus a construit ou réaffirmé les inégalités de genre dans l’occupation de l’espace agricole et par l’invisibilisation et dévalorisation du travail des femmes.



Figure 1: extrait de la « rivière de la vie du territoire des agricultrices de Simonésia », 1970 à 2000 (représentation graphique sur la base d’un atelier). De gauche à droite et de bas en haut : IBC-Institut brésilien du café. Electrification. Les luttes sont constantes... les oppressions aussi. Commission de femmes du STR-Syndicat des travailleurs ruraux de Simonésia. Baisse des revenus des femmes, augmentation des revenus des hommes. Gardiennes de semences. Catéchisme. Maïs transgénique et agrototoxiques recommandés par EMATER.

La culture productiviste du café dans l’agriculture familiale a transformé les paysages, les sols et les infrastructures productives et financières en même temps que les rapports sociaux. Elle

a renforcé le pouvoir des agriculteurs au niveau familial, autant que leur dépendance vis-à-vis des intermédiaires techniques et commerciaux. Avec l'électrification et le développement du marché du café et d'autres marchés agricoles, débutée dans les années 1970 et intensifiée par les politiques néolibérales des années 1990, le travail et les revenus du café ont augmenté, en même temps que les systèmes de polyculture-élevage ont périclité. Les agriculteurs ont suivi les conseils des techniciens, recommandant de « ne pas planter de maïs dans les rues [entre les pieds] du café » pour ne pas affecter leur productivité, de substituer l'élevage de porcs par l'achat d'huiles végétales et les cultures vivrières comme le riz et le manioc, par des produits achetés. Ils ont investi dans des plants, des cours bétonnées (*terreiros*) et des séchoirs à café et dans des machines (*panhadoras*) pour le récolter. Ce processus a forgé un modèle dominant d'espace agricole familial occupé par le café, dans lequel la production diversifiée (vivrière, médicinale) est réduite à la portion congrue dans l'espace féminin autour de la maison, quand elle n'a pas tout simplement disparu. Cette configuration reste prégnante dans les espaces de production aujourd'hui encore comme le montre les ethnopérages du projet GENgiBRe.



Figure 2: exemple d'ethnopérage de l'espace de vie et de travail d'une agricultrice de Simonésia et de sa famille. Les  $\frac{3}{4}$  supérieurs de l'espace sont consacrés quasi exclusivement au café. Le quart inférieur est un espace humide (breijo) inapte aux cultures et dédié au pâturage. L'espace autour de la maison (zoom) concentre

*la production vivrière diversifiée sur une surface minuscule et est assurée par l'agricultrice (adhésifs de houx couleur rose ; le travail masculin est représenté par des houx grises). La taille totale du terrain est d'environ 3 ha.*

Certaines femmes ont préservé ces espaces, les infrastructures rudimentaires (dans les potagers, poulaillers, porcheries) et surtout les relations (échanges de semences, plantes, animaux) qu'elles nécessitent pour répondre au rôle social, axé sur le *care*, qui leur est toujours assigné. Ces mêmes femmes ont joué un rôle central dans les organisations locales, liées notamment à l'église catholique progressiste et aux syndicats de travailleurs ruraux, qui se sont opposées au modèle extractiviste, critiquant ses dégâts socio-environnementaux, et ont donné naissance au modèle agroécologique dans la région.

Dans la région du Vale do Ribeira (état de São Paulo), la monoculture intensive de la tomate a été implantée dans les années 1950-1970, devenant, avec la banane, une des principales cultures commerciales de la région. Dans le cas de la tomate, les paysan-nes n'ont pas été instrumentalisés pour que la culture soit déployée sur leurs terres, mais ils et elles ont été déplacés pour devenir des travailleurs et travailleuses dans des quartiers (*vilas*) de culture intensive de tomates. Des membres de communautés *quilombolas* (se reconnaissant comme descendant d'esclaves noirs) ont indiqué que les entrepreneurs venaient les chercher pour leur proposer ce travail et d'aller vivre dans ces quartiers. Ces espaces ont été construits non seulement pour développer la monoculture de la tomate, mais aussi pour y intégrer l'ensemble des infrastructures permettant le séjour sur place des paysan-nes en conditions d'isolement : épicerie, école, baraquements servant de logements, etc. La majorité des travailleurs dans la culture de tomates ont en réalité été des travailleuses. Tous ont été obligés d'appliquer des pesticides de manière intensive, souvent sans aucune protection, avec des effets directs tels qu'intoxications et dépressions. Les femmes ont de plus été exposées indirectement, car elles sont assignées au lavage du linge familial, contaminé par les pesticides (entretiens et activités collectives avec des agricultrices, Itaoca, 2021 et 2022 ; voir aussi Lobo & Saori, 2020).

Cet exemple illustre la construction d'une marge à la fois sociale et géographique d'extractivisme, dans laquelle les populations paysannes sont partie intégrantes de l'infrastructure et exposées dans leur corps (santé physique et mentale) et leurs affects (dislocation des familles, isolement) à la condition de marginalité. Ce processus est constitutif d'une instrumentalisation particulière de la main d'œuvre et du corps des femmes, en même temps que d'une forme de racisme environnemental, qui cible, déplace et expose de manière spécifique les populations *quilombolas*.

## 2 Extractivisme minier et genre : enracinement et continuum des violences

Avec l'ouverture commerciale des années 1990, le *boom* des *commodities* des années 2000 puis la dérégulation environnementale sous le gouvernement de Bolsonaro, l'exploitation minière a été décuplée au Brésil. Historiquement concentrée, depuis l'époque coloniale, sur un petit nombre de sites, cette exploitation s'est étendue le long de multiples frontières, causant en trois décennies (1990-2022) une véritable dispersion géographique des sites dans la quasi-totalité du pays. Dépendantes des marchés mondiaux des matières premières, les entreprises minières ont assuré leur rentabilité en exploitant la main d'œuvre paysanne locale sur les nouveaux territoires où elles se sont implantées. Cette forme de reproduction de capital a été typique de la phase actuelle, de retour à une spécialisation productive primaire des entreprises minières brésiliennes (Iorio & Coelho, 2023).

A la Zona da Mata, plusieurs entreprises d'extraction, notamment de bauxite (par exemple à Simonésia, Muriaé et Mirai, depuis le début des années 2000, à Divino, depuis 2019), de transport (par exemple transport tubulaire (*mineroduto*) du minerai de fer, à Divino, depuis 2005) et d'énergie (usines hydroélectriques, par exemple à Simonésia, en 2008) ont fait leur apparition. Dépendantes des élus locaux et des habitant.es pour implanter leurs infrastructures, certaines entreprises ont été déboutées par des actions de résistance, où les femmes ont souvent joué un rôle majeur. A Simonésia au début des années 2000, un groupe d'une cinquantaine d'agricultrices, actives dans le Syndicat des travailleurs ruraux et dans les organisations locales de l'Eglise (groupes de réflexion), accompagnées de jeunes des communautés, a envahi les installations de l'entreprise de granite, récemment apparues, et a apposé des mains trempées de peinture sur les machines, obligeant l'entreprise à quitter les lieux. Dans une communauté de Divino particulièrement visée par des visites incessantes d'une entreprise d'extraction de bauxite, y compris le survol par des drones, les femmes se sont organisées en un réseau informel de mobilisation et de réaction rapide et ont posé des plaques sur leurs maisons affichant leur opposition à l'implantation de ce modèle (*Mineração, aqui não !*) (cartographies socio-environnementales féministes et rivières de la vie du territoire, Simonésia et Divino, 2021 et 2022).



*Photo 1 - Plaque devant la maison d'une agricultrice. « Pour nos eaux, l'agroécologie et les générations futures : pas d'extraction minière ici ! »*

A Muriaé et Mirai, où une grande entreprise brésilienne d'extraction de bauxite (Compagnie brésilienne d'aluminium, CBA) s'est implantée depuis le début des années 2000, le paysage est marqué par une succession d'excavations de quelques dizaines de mètres de long et de large dans les lopins de l'agriculture familiale. L'entreprise loue les terres des agriculteurs, en général pour une durée de 4 ans, au terme desquels elle s'engage à restaurer la zone, dans le cadre de son programme de « production soutenable de bauxite ». La superficialité de cette roche, située à quelques 3 mètres de profondeur, assure un accès rapide à la matière et donc la rentabilité de ce modèle pour l'entreprise. La stratégie de pénétration du territoire, basée sur la conviction des agriculteurs, est radicalement différente de l'exploitation de gisements profonds à grande échelle, qui suppose une disponibilité du foncier et l'acquisition des terres par l'entreprise.



*Photo 2 : Excavation pour l'extraction de bauxite dans un lopin de l'agriculture familiale.*

A travers ce modèle d'excavation, l'entreprise développe une relation hautement inégale avec chaque agriculteur. Attirés par le revenu, même médiocre, et poussés par la pauvreté, des agriculteurs hommes acceptent la proposition de l'entreprise, quand bien même ils ne sont pas dupes de leur place dans ce marché. A Simonésia, un agriculteur regrette que son voisin ait refusé l'offre d'une entreprise locale de bauxite d'acheter sa terre à 1 USD par tonne de terre, jugeant ce prix trop bas. Lui-même estime que ce voisin aurait pu « devenir riche » par rapport à sa situation actuelle et prétend que lui-même vendrait à l'entreprise. Sa femme, qui a hérité la terre de son père, s'y oppose formellement. Comme beaucoup d'agricultrices dans la région, elle alerte sur le fait que « l'extraction minière ne donne qu'une récolte » et tient la promesse de l'entreprise de restaurer les zones d'extraction pour un mensonge (entretiens individuels avec l'agricultrice et l'agriculteur, 2022).

Parce qu'elles s'implantent à l'intérieur des exploitations agricoles familiales, les infrastructures d'extraction de bauxite sont indissociablement liées aux rapports de genre au niveau familial. Les entreprises s'adressent aux hommes agriculteurs, leur promettant des revenus de location des terres ou du travail, qui répondent à leur responsabilité socialement attribuées de « monsieur gagne-pain » (pourvoyeur de revenus). « L'entreprise parle beaucoup aux hommes, elle leur dit 'tu vas travailler comme camionneur, tu vas gagner de l'argent, ça va être super ». Elles jouent aussi sur le registre de la menace et de la peur – peur des habitant-es du pouvoir économique de l'entreprise, de possibles représailles, de faire appel à un avocat, d'entrer en contact avec les organisations de résistance. Les femmes sont souvent au premier plan de ces résistances parce que ces infrastructures et ce modèle menacent leur propre rôle social de *care*, qu'elles sont moins directement ciblées par l'entreprise, mais simultanément exposées à des risques spécifiques (différents témoignages, Caravane à Mirai et Muriaé, 2022).

A Muriaé et Mirai, les infrastructures dans les exploitations familiales sont reliées par pistes à une usine dans laquelle la bauxite est séparée de l'argile par vibration et lavage, avant d'être transportée à l'extérieur de la région. L'eau, en grande quantité, nécessaire au lavage provient d'un lac de retenue qui a recouvert deux anciennes fazendas et douze sources, selon les dires des habitants. Le mur de ce barrage a été progressivement élevé avec les résidus (argile) du lavage. Cette technique, dite *a montante*, utilisée dans de nombreux barrages de la région, dont ceux de Mariana et de Brumadinho, dont la rupture, en 2015 et en 2019, ont causé des catastrophes humaines et environnementales majeures, a depuis été interdite pour les

nouvelles constructions. Des sirènes d'alarme, des pancartes d'alerte et des routes de fuite entourent le barrage de la CBA à la frontière entre Mirai et Muriaé. Les pistes de terre sont sillonnées en permanence par les camions de l'entreprise, causant un bruit incessant et recouvrant la végétation et les maisons environnantes d'une épaisse poussière, alors que l'eau utilisée pour mouiller les pistes est prélevée de sources locales. Les accidents, notamment pour les enfants, et les agressions sexuelles des femmes sont parties intégrantes de cette circulation. L'exposition au risque d'effondrement du barrage, aux blessures et aux violences sexuelles, l'exploitation insoutenable des ressources en eau, la pollution de l'air et sonore, sont des facettes extrêmement différentes d'une même violence exercée par l'entreprise contre les habitant.es. Le corps et le rôle de *care* assigné aux femmes les placent, de nouveau, en première ligne de ces violences et expliquent que, sous certaines conditions, de politisation et d'organisations alliées, elles se mobilisent spécifiquement contre l'implantation des infrastructures minières.

Le cas d'Adrianópolis, dans le Vale do Ribeira, illustre à quel point ce type de continuum de violences fait partie intégrante de l'implantation d'infrastructures minières pouvant être qualifiées de « totales », dans les territoires dominés par cette activité. La fondation de la ville est marquée par l'installation, en 1945, de l'entreprise Plumbum et l'ouverture d'une mine dédiée à l'extraction de plomb. Selon d'anciens employé.es, les premiers forages étaient réalisés à la dynamite, provoquant de nombreux décès. L'entreprise s'était procurée des travailleurs et travailleuses en se rendant dans les communautés *quilombolas* de la région et en les installant dans des quartiers (*vilas*) spécialement construits pour les loger, comprenant des commerces, des services et constituant « une ville dans la ville ». Le nom même d'Adrianópolis est un hommage au pionnier de l'entreprise (Adriano). La population ainsi appropriée et constituée en main d'œuvre a été exploitée dans son corps. Malgré l'adoption d'une législation plus restrictive en 1989, interdisant les techniques les plus dangereuses, de nombreux anciens employés (hommes) souffrent jusqu'à aujourd'hui de problèmes pulmonaires et cardiaques. Quant aux femmes, elles ont été contaminées de façon indirecte, notamment en lavant le linge, un dommage jamais reconnu par l'entreprise ni par les pouvoirs publics. Les conditions et les relations de travail, marquées par la dépendance économique, étaient, selon nos enquêtés, proches de l'esclavage. Les violences de genre ont accompagné ces processus, notamment à travers la prostitution et les grossesses précoces. En plus du plomb officiellement exploité, plusieurs autres minerais auraient été extraits clandestinement,

sans payer d'impôts, notamment de l'or et de l'argent qui auraient été envoyés en France, renouvelant la dimension coloniale de l'extractivisme (différents témoignages d'anciens employés et d'informateurs clés, Caravane à Adrianópolis, 2022).

L'entreprise a fermé ses portes du jour au lendemain en 1995, se déclarant en faillite, empêchant ainsi toute action de restauration de l'environnement et toute reconnaissance des droits des travailleurs. L'impact socio-environnemental est considérable et multiforme, à travers la pollution de la rivière Ribeira sur 200 km. La contamination au plomb a été relevée dans 98 % de la population infantile entre 0 et 12 ans, dans les poissons, les vaches et du lait qu'elles produisent ; le système de santé est saturé. Échaudée par ce passé, la ville est en passe de devenir un pôle cimentier, pierre angulaire du programme du gouverneur de São Paulo axé sur la construction civile. La municipalité reste dépendante, de ce type d'exploitation, qui requiert des infrastructures lourdes, telles que téléphériques pour le transport du calcaire de la carrière vers l'usine de transformation (photo 3). Ce téléphérique surplombe la ville et s'est écroulé il y a deux ans, laissant entrevoir les risques d'accidents graves et le manque de mesures de sécurité. Selon nos enquêtés, la législation a toujours favorisé les compagnies minières, laissant dans le flou leur responsabilité en cas d'accident et pour les dommages causés aux populations, tels que fissures dans les maisons, problèmes respiratoires et risques de cancer.



*Photo 3: téléphérique pour le transport de calcaire surplombant la ville d'Adrianópolis.*

Selon nos enquêtés, le maire aurait affirmé ne pas pouvoir faire payer les entreprises, faute de contrat et ces mêmes entreprises investiraient dans les campagnes électorales des candidats des différents camps, rendant les maires dépendants financièrement. Des résistances existent,

mais l'argent de l'exploitation minière divise, là aussi, les communautés. L'infrastructure totale créée pour l'extraction minière s'appuie et renouvelle les violences et les rapports de pouvoir à différents niveaux, alimentée par la manipulation des institutions locales et des politiciens, par le déplacement de population paysanne pour la constituer en main d'œuvre, la déracinant et l'isolant, la privant de terre et donc de moyens de subsistance indépendants. Une ville entière est constituée vers cette activité, renforcée par la faiblesse des limites juridiques et de contrôle, construisant une situation d'absence d'alternatives qui affaiblit à son tour les résistances.

## **Conclusion**

Si les analyses des marges extractivistes insistent généralement sur les processus de marginalisation géographique ou le ciblage de régions périphériques, peu densément peuplées, comme élément fondateur de ce modèle, les cas étudiés ici mettent en lumière la manière dont ce modèle peut aussi s'insérer dans des régions centrales d'un pays comme le Brésil, occupées par différentes formes d'agriculture familiale. L'implantation d'infrastructures extractivistes très différentes – telles qu'excavations, téléphériques, barrages miniers, plantations et équipements agricoles – ont alors en commun de cibler les terres attribuées, vécues et travaillées par des familles d'agriculteurs et agricultrices ou de chercher à s'assurer leur main d'œuvre. C'est en cela que le genre devient un outil nécessaire : en l'absence de désappropriation et d'expulsion des populations, c'est une stratégie d'instrumentalisation du genre que les entreprises déploient afin de s'approprier diverses ressources et de contrôler les territoires. Les rôles assignés aux hommes et aux femmes sont au cœur de ce processus ; il les utilise et les réaffirme. Le rôle masculin de pourvoyeur de revenu et le pouvoir décisionnaire des hommes paysans alimentent leur ciblage par les projets d'implantation d'infrastructures extractivistes. Il a pour pendant l'invisibilisation du travail des femmes paysannes, qui favorise l'occupation de leurs espaces productifs en marginalisant leurs cultures et qui menace leurs espaces reproductifs et de *care* en les mettant au service des entreprises.

Le corps des paysans et, spécifiquement, des paysannes, exposé au travail reproductif et aux violences de genre, représente aussi un élément constitutif de la pénétration des infrastructures extractivistes dans les territoires. A cette exposition et à cette instrumentalisation spécifiques du corps des femmes, répondent des résistances également spécifiques des femmes. Elles s'y

engagent, prioritairement et majoritairement, du fait de leur rôle assigné au *care* et en fonction de processus de politisation présents sur certains territoires, comme ici ceux générés par le mouvement syndical, lié au mouvement agroécologique, et par des organisations liées à l'église catholique progressiste. Ces résistances se jouent à l'échelle des communautés, par une réoccupation de l'espace (cultures agroécologiques, plaques contre l'extraction minière) et à celle des familles (opposition, négociation). Le régime de genre, modèle social de famille fondé sur l'homme pourvoyeur de revenus et l'invisibilisation du travail des femmes, est ainsi alimenté par les entreprises extractivistes et leurs infrastructures, se constituant actrices et utilisatrices du genre. L'instrumentalisation des populations paysannes constitue finalement ces territoires et ces populations comme marges sociales, si ce n'est géographiques, du modèle extractiviste.

## Références bibliographiques

Bombardi Larissa Mies (2019), *A Geography of Agrotoxins use in Brazil and its Relations to the European Union*, São Paulo, FFLCH - USP.

Escobar Arturo (2003), « "Mundos y conocimientos de otro modo". El programa de investigación de modernidad/colonialidad latinoamericano », *Tábula rasa*, vol. 1, pp. 51-86.

Gudynas Eduardo (2009), « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo », in Jürgen Schuldt, Alberto Acosta, et al. (dir.), *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, Centro Andino de Acción Popular, Centro Latinoamericano de Ecología Social, pp. 187-225.

Hillenkamp Isabelle et Mendonça, Maria Alice, "Ofensiva neoliberal do governo Bolsonaro sobre a natureza: implementação e conflitos locais sob perspectiva de gênero", *Colloque international De la démocratie au Brésil, violence et politique*, Paris, INALCO, 29 juin 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=LUv3mHVSJQ> (5h02 à 5h30).

Iorio Gustavo et Coelho Tádzio Peters (2023), « Tenebrosas transações: a relação orgânica entre território e acumulação sob o padrão exportador de especialização produtiva no Brasil », *Revista da ANPEGE*.

Lobo Natália et Saori Sheyla (2020), « Mulheres Construindo Alternativas para o Acesso à Água Potável no Vale do Ribeira (SP) », in *Aguas para vida. Ação ecumênica por direitos e bens comuns no Brasil e na América Latina*, Brésil, Christian Aid, pp. 141-60.

Svampa Maristella (2017), « Cuatro claves para leer América Latina », *Nueva sociedad*, vol. 268, pp. 50-64.

Teixeira Heitor Mancini, Van den Berg Leonardo, Cardoso Irene Maria, Vermue Ardjan J, Bianchi Felix JJA, Peña-Claros Marielos et Tiftonell Pablo (2018), « Understanding farm diversity to promote agroecological transitions », *Sustainability*, vol. 10, n° 12, pp. 4337.

